

voir pp. 3, 4, 5 et 9

t.022.1(20)
t.311 Amérique latine

Resume 90 Ar.

Coopération technique en Amérique latine

(Résumé de l'exposé de R. Pasquier à la Commission
de la Coopération technique, le 25.6.1970)

1. Volume de notre aide

Jusqu'en 1964, la Coopération technique suisse était très peu active en Amérique latine. Cela tenait principalement à deux raisons: en premier lieu on considérait que les investissements privés suisses en Amérique latine constituaient déjà un apport substantiel et en second lieu l'Amérique latine apparaissait comme la chasse gardée des Etats-Unis en matière d'aide au développement. Mais au moment où l'Alliance pour le Progrès connaissait des revers, où des mouvements d'opinion hostiles aux Etats-Unis se renforçaient, la Suisse a admis en même temps que d'autres pays européens que le moment était venu d'apporter une aide publique plus importante au continent latino-américain.

C'est ainsi que ce continent qui recueillait pour la période 1962-64 le 5,5 % des fonds accordés au titre de notre aide bilatérale, en a absorbé en 1968 le 22 % et en 1969 le 29 %. Une trentaine d'experts de la Confédération sur 130 environ travaillent en Amérique latine. Quarante projets de la Confédération et d'institutions privées y sont actuellement en cours d'exécution, tandis qu'une vingtaine sont en préparation. Le volume de notre aide à l'Amérique latine au titre de la coopération technique bilatérale atteint environ de 30 millions de Fr. pour la période 1962 - 1969. Le volume annuel prévu pour la période 1970 - 1972 est de l'ordre de 10 millions.



II. Répartition géographique

Il faut dire d'emblée que nous nous efforçons plus encore que par le passé, de concentrer géographiquement notre aide. Tout d'abord nous écartons en principe de notre champ d'activités les six pays dont le niveau de revenu par tête est le plus élevé à savoir:

le Mexique
 le Venezuela
 les Barbades
 Trinidad et Tobago
 l'Argentine
 l'Uruguay

Dans ces pays nous n'entreprendrons en principe pas de nouveaux projets de la Confédération, nous nous bornerons, à l'occasion, à financer des bourses et des missions d'experts de courte durée. Nous sommes très restrictifs également à l'égard de subventions à des projets d'institutions privées dans ces pays.

Jusqu'ici c'est le Pérou qui vient en tête des pays bénéficiaires de notre coopération, avec environ 9 millions de francs.

Viennent ensuite

Bolivie	4,5 Mio
Equateur	4,5 Mio
Chili	2,5 Mio
Brésil	2,5 Mio
Trinidad	1,6 Mio
Costa-Rica	1,0 Mio

III. Répartition par domaines

Dans la période écoulée cette répartition était guidée surtout par les demandes d'aide qui nous parvenaient de part et d'autre. Parmi les actions actuellement en cours on peut observer toutefois que l'agriculture occupe une place de choix.

Actuellement, nous cherchons à nous concentrer sur deux programmes dominants: un programme agricole et un programme de formation professionnelle pour l'industrie.

a. Agriculture

Le programme agricole porte principalement sur l'élevage bovin, l'amélioration des fourrages, la production de viande et de produits laitiers. Cet aspect paraît justifié si l'on songe au potentiel fourrager encore inutilisé, aux besoins encore non-satisfaits, en viande et en lait, des consommateurs sud-américains, ainsi qu'au prix en constante hausse sur le marché international de la viande.

Nous voulons concentrer ce programme agricole sur le Pérou, la Bolivie et le Paraguay, où nous avons déjà la plupart de nos projets agricoles. Cela signifie, pratiquement, qu'au lieu de nous contenter d'examiner des demandes qui proviennent de nombreux pays, nous prospectons dans ces trois pays en prenant contact avec les ministères de l'agriculture et avec les milieux professionnels agricoles pour mettre sur pied des projets. Ayant des besoins très étendus, ces trois pays peuvent aisément absorber les quelques millions que nous pouvons consacrer chaque année à l'agriculture en Amérique latine. L'étude sur place des nouveaux projets est confiée surtout à notre coordonnateur régional pour la coopération technique agricole, le Dr. K. Burri, dont le bureau est à Lima. Lui-même et quelques-uns de ses collaborateurs étudient notamment des projets connexes à celui de

Jenaro-Herrera (Amazonie) et surtout un projet d'assez grande envergure dans une zone bolivienne propice de l'élevage.

b. Formation professionnelle pour l'industrie

Bien des pays d'Amérique latine disposent d'une industrie embryonnaire et de suffisamment de matières premières pour franchir de nouveaux pas dans leur industrialisation. Aussi la formation professionnelle pour l'industrie apparaît comme une des priorités à satisfaire. Notre deuxième grand programme pour l'Amérique latine vise précisément cette formation, à trois niveaux:

- au niveau de l'ingénieur
- au niveau du technicien
- au niveau de l'ouvrier qualifié (homme de métier)

Nous avons actuellement à l'étude un projet de formation d'ingénieurs chimistes au Pérou, un projet de formation d'ingénieurs en biochimie au Chili, un projet de formation d'ingénieurs-mécaniciens en Colombie. Nous réalisons ou étudions également des projets de recherches et de formation en nutrition humaine et animale qui constituent un groupe spécial au sein de ce programme.

Pour la formation des techniciens et des ouvriers qualifiés nous donnons la préférence à une formule déjà répandue en Amérique du Sud et qui est celle du centre national d'apprentissage à sections multiples, financé dans une large mesure par les entreprises industrielles, au prorata du nombre d'ouvriers qu'elles occupent (INACAP au Chili, SENATI au Pérou, SENA en Bolivie, CECAP en Equateur, etc.). Nous participons ainsi à une action pour la formation de techniciens de la réfrigération au Chili (INACAP) et nous

études des projets du même genre en Colombie, au Pérou et à Costa-Rica.

c. Programmes secondaires

A part les deux programmes principaux qui viennent d'être évoqués, nous avons deux programmes de moindre importance:

- Programme "Tourisme et hôtellerie", limité au Chili et à la Colombie
- Programme de projets forestiers

Après avoir évoqué la concentration de notre coopération par domaines et par régions, je voudrais signaler les trois principaux avantages que nous en tirons et que nous comptons en tirer davantage encore à l'avenir:

- réemployer des experts éprouvés dans des projets successifs du même programme, d'où une meilleure efficacité et une possibilité d'engagement à long terme pour les experts.
- désigner des coordinateurs régionaux et locaux et leur déléguer des fonctions qui sans cela ne peuvent être remplies que difficilement de Berne.
- être des interlocuteurs de poids auprès des Gouvernements des pays de concentration.

Cette concentration concerne avant tout les projets de la Confédération.

IV. Quelques actions de coopération technique

Voici quelques observations tirées de mon récent voyage en Amérique latine.

Pérou

Par la visite de nos actions d'élevage au Pérou j'espérais pouvoir me rendre compte des expériences faites et, sur cette base, déterminer avec nos experts quelle est la meilleure de ces trois formules:

- sélection des souches bovines locales
- croisement améliorateur
- implantation des races importées

J'ai pu me rendre compte qu'aucune formule ne peut être considérée comme la meilleure pour tout un pays, et à plus forte raison, pour toute l'Amérique latine. Dans les zones les plus arriérées, il faut commencer par la sélection des souches locales. Lorsque parallèlement la base fourragère et la gestion du troupeau ont pu être améliorées, on peut passer au croisement améliorateur, et dans les meilleurs cas adopter finalement les races à haut rendement. L'amélioration de l'élevage suit donc un processus dynamique.

En matière d'élevage nous avons pu maintenant nous rendre compte des facteurs limitants: altitude, chaleur humide. Nous voulons mettre le poids de notre action dans une zone relativement propice, y constituer un réservoir de bétail de race pure et de race croisée, et à partir de là, avec du bétail acclimaté, pénétrer par actions satellites dans les zones moins propices.

Les résultats obtenus avec la Brune des Alpes apparaissent dans l'ensemble comme bons. Mais les données quantitatives sont encore insuffisantes pour juger définitivement la valeur des différentes races et des différents types d'enfouragement utilisés dans nos actions d'élevage. Ceci est apparu notamment lors d'un colloque de deux jours auquel j'ai participé avec douze de nos experts du Pérou. Aussi nos experts ont-ils admis

- 7 -

d'eux-mêmes la nécessité de noter avec un soin accru des chiffres de production, de coût, etc. afin de pouvoir déterminer une rentabilité. La rentabilité est en effet le critère auquel nous allons donner encore plus d'importance à l'avenir dans le choix et la mise au point de nos projets. Ce n'est, en tous cas que sur la base d'une rentabilité suffisante qu'un projet peut être financé, au moins partiellement, par des prêts. Et nous pensons notamment à des prêts tirés du crédit d'aide financière qu'étudie la Division du Commerce.

Enfin, je signale que le responsable péruvien de la coopération au Ministère de l'Agriculture m'a déclaré qu'il appréciait beaucoup les experts suisses parce qu'ils acceptent de mettre la main à la pâte et qu'il désirait en recevoir beaucoup plus.

Bolivie

De ce pays, où j'ai visité trois actions d'élevage que nous menons avec des partenaires gouvernementaux ou paragouvernementaux, je rapporte la constatation suivante: la collaboration la plus fructueuse s'est établie hors des stations, avec les éleveurs et les producteurs de lait, c'est-à-dire, les professionnels directement intéressés à améliorer leur production. Souvent groupés en association ou en coopérative, les éleveurs acceptent dans bien des cas de payer pour obtenir le service d'un reproducteur.

Nordeste du Brésil

Là j'ai pu me rendre compte des inconvénients qui résultaient du fait qu'on n'ait pas attendu l'accord exprès d'une instance gouvernementale compétente (la SUDENE) avant de s'engager dans l'exécution du projet agro-artisanal de Carpina.

J'ai aussi pu me joindre dix jours à une mission de spécialistes suisses chargée d'étudier un projet de longue durée dans le domaine de la recherche en nutrition humaine, recherche orientée vers des applications par l'industrie alimentaire. Les conclusions de cette étude sont positives.

Les observations faites en Bolivie et au Nordeste brésilien renforcent encore notre opinion selon laquelle nous devons, au niveau des accords, prendre le temps de traiter avec les instances gouvernementales compétentes tandis qu'au niveau de l'exécution, nous devons associer étroitement les privés directement intéressés à la réussite du projet.

Equateur

Nous avons dans ce pays un projet comportant d'une part une usine pilote pour la transformation des rebus et des surplus bananiers en farine fourragère, et d'autre part un centre de recherche en nutrition humaine et animale. Le Délégué à la Coopération technique en avait parlé lors de la dernière séance de cette Commission.

Jusqu'ici aucun accord définitif n'a pu intervenir avec les Equatoriens. Si le centre de recherche n'est pas remis en discussion, la partie "usine" fait encore l'objet de négociations, qui portent principalement sur une participation des planteurs de bananes au financement, la "Commission de Valeurs" ayant refusé de fournir tout le capital-actions de la société exploitante, comme cela avait été prévu. Il est clair que nous ne pouvons pas accepter ces attermoiements beaucoup plus longtemps et que nous devons trouver au plus tôt une solution.

* * * * *

- 9 -

Pour conclure, je me borne à rappeler que les principales tendances de politique en Amérique latine consistent

- à concentrer notre aide géographiquement
- à concentrer notre aide dans un petit nombre de domaines (programmes)
- à déléguer des compétences à des coordinateurs sur le terrain
- à mettre l'accent sur la rentabilité des projets
- à prendre soin de travailler étroitement avec les professionnels intéressés tout en nouant les liens nécessaires au niveau gouvernemental

cela évidemment dans le but d'accroître constamment l'efficacité de notre coopération.